

Direction départementale des territoires

Évry, le 16/05/2017

Service Économie Agricole

À l'attention de

Monsieur le Maire de Boigneville
Hôtel de ville
2 rue de Saint-Val
91720 BOIGNEVILLE

Nos réf. : SEA/17 0295

Affaire suivie par : Mme CHAUVOT M.

BORDEREAU D'ENVOI

Objet : Courrier concernant la saisine de la CDPENAF sur le dossier arrêté du PLU communal ;

PJ : - Accusé de réception du dossier complet concernant la saisine de la CDPENAF sur le dossier arrêté du PLU communal.

Observations : Veuillez trouver ci-joint le document.

Vous en souhaitant bonne réception.

Le Secrétariat de la CDPENAF



Mme CHAUVOT.



PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

SERVICE ECONOMIE AGRICOLE
BUREAU FONCIER AGRICOLE

Affaire suivie par :
Marie Chauvot
Tél. : 01.60.76.32.40
Mél : marie.chauvot@essonne.gouv.fr

Évry, le 16/05/17

Monsieur le Maire,

Vous avez saisi la commission départementale de consommation des espaces agricoles naturels et forestiers (CDPENAF), sur le dossier de PLU arrêté.

J'accuse réception de votre dossier complet le 15 mai 2017.

Vous trouverez des éléments pouvant vous être utiles pour préparer une présentation en CDPENAF en accès libre sur notre site : <http://www.essonne.gouv.fr/Politiques-publiques/Agriculture-foret-et-developpement-rural/Agriculture/Foncier-Preserver-les-espaces-agricole-forestier-ou-naturel>

Parmi les points d'intérêt forts de la CDPENAF, je me permets de souligner :

– l'importance d'expliquer le positionnement et le dimensionnement des emprises sur terres agricoles, naturelles et forestières, que ce soit pour du logement ou des zones d'activité économique (ZAE). La densité de l'urbanisation est un critère important, mais relatif. Les perspectives démographiques, la composition du parc actuel de logement, la cohérence du bâti en relation avec les équipements structurants, telles que les gares, les caractéristiques des ZAE voisines sont quelques-uns des éléments pouvant moduler fortement l'appréciation de la CDPENAF.

– l'importance de la bonne prise en compte de l'accessibilité des parcelles agricoles aux engins actuels et futurs.

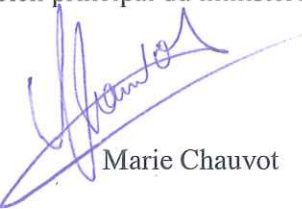
Le fait de rendre à terme inaccessible ou économiquement non viable une parcelle agricole aujourd'hui exploitée est habituellement considéré par la CDPENAF comme une forme de consommation d'espace agricole. La largeur sur route des engins pouvant aller jusqu'à 4,50 m, et le rayon de braquage pouvant être important (attelage, outil porté type charrue...) la réalisation d'un schéma des circulations agricoles peut être nécessaire.

– l'importance d'expliquer le règlement proposé pour les zones agricoles et naturelles. En particulier, les règles imposées aux constructions de locaux techniques (hangars, serres...), aux logements des exploitants, les possibilités de réalisation de bâtiments dans le prolongement de l'activité agricole (vente directe, gîte à la ferme...), les possibilités offertes ou non de changement de destination de bâtiments existants et les possibilités d'extensions et annexes des habitations existantes dans les zones A et N seront analysées avec attention par la CDPENAF.

En l'absence d'avis sous un délai de trois mois à compter de cette date, l'avis de la CDPENAF sera réputé favorable.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour le directeur départemental des territoires et par
délégation,
Pour le chef du service économie agricole et
par délégation,
Le technicien principal du ministère de l'agriculture



Marie Chauvot

Monsieur le Maire
de Boigneville
Hôtel de ville
2 rue de Saint-Val
91720 BOIGNEVILLE

Site CDPENAF : <http://www.essonne.gouv.fr/Politiques-publiques/Agriculture-foret-et-developpement-rural/Agriculture/Foncier-Preserver-les-espaces-agricole-forestier-ou-naturel>

Direction départementale des territoires

Évry, le 27/06/2017

Service Économie Agricole

À l'attention de
Monsieur le Maire
de Boigneville
Hôtel de ville
2 rue de Saint-Val
91720 BOIGNEVILLE

Nos réf. : SEA/17 0389

Affaire suivie par : Mme CHAUVOT M.

BORDEREAU D'ENVOI

Objet : Avis CDPENAF du 8/06/2017 sur le dossier du PLU communal ;

PJ : - Avis de la CDPENAF du 8/06/2017 sur le dossier du PLU communal.

Observations : Veuillez trouver ci-joint le document.

Vous en souhaitant bonne réception.

Le Secrétariat de la CDPENAF



Mme CHAUVOT.



PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

SERVICE ÉCONOMIE AGRICOLE
Bureau du foncier agricole

Affaire suivie par :
Marie Chauvot
Tél. : 01.60.76.32.40
Fax. : 01.60.76.33.81
Mél : ddt-sea@essonne.gouv.fr

**Commission Départementale de
Préservation des Espaces Naturels
Agricoles et Forestiers**

Compte rendu de la séance du 8 juin 2017

La Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers de l'Essonne, convoquée le 1^{er} juin 2017, s'est réunie le 8 juin 2017, à Évry (91), sous la présidence de M. RAUCH, directeur départemental des territoires de l'Essonne, représentant Madame la Préfète.

1) Membres de la commission

1.1 Membres présents :

- M. Yves RAUCH, directeur départemental des territoires de l'Essonne, représentant la Préfète de l'Essonne ;
- Mme Danielle ALBERT, représentant l'Union des syndicats des propriétaires forestiers d'Île-de-France ;
- M. Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, représentant les établissements publics de coopération intercommunale ;
- Mme Pauline CARRAI, représentant l'association « NaturEssonne » ;
- M. Guy CROSNIER, président délégué en charge de la ruralité et du monde agricole représentant le Conseil Départemental de l'Essonne ;
- M. Jean-Luc CURAT, adjoint au maire de Saclay, représentant les maires ;
- M. Florian GIRAUD, chef du service économie agricole, représentant la direction départementale des territoires ;
- M. Pierre MARCILLE, représentant la chambre interdépartementale d'agriculture d'Île-de-France Ouest ;
- M. Jean-Pierre MOULIN, représentant l'association « Essonne-Nature-Environnement » ;
- Mme Julie OZENNE, représentant le réseau AMAP Île-de-France ;
- M. Emmanuel SAGOT, représentant la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles d'Île-de-France Ouest.

1.2 Pouvoirs

- M. Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, représentant les établissements publics de coopération intercommunale dispose d'un pouvoir de Mme Élodie BOUSSAINGAULT-PEIGNE, représentant la chambre départementale des Notaires de l'Essonne ;
- M. Pierre MARCILLE, représentant la chambre interdépartementale d'agriculture d'Île-de-France Ouest, dispose d'un pouvoir de M. Philippe MORCHOISNE, représentant la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles d'Île-de-France Ouest et d'un pouvoir de M. Didier HARDOUIN, représentant l'Union des syndicats Coordination Rurale d'Île-de-France Ouest ;
- M. Emmanuel SAGOT, représentant la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles d'Île-de-France Ouest dispose d'un pouvoir de M. Nicolas HOTTIN, représentant des Jeunes Agriculteurs.

1.3 Membres absents et/ou excusés :

- M. Antoine BIBIE, représentant la SAFER (voix consultative) ;
- M. Thierry LANOE, représentant la Fédération Interdépartementale des Chasseurs d'Île-de-France ;
- M. Patrick OLLIER, président du Conseil de la Métropole du Grand Paris ;
- M. Fabien PIGEON, représentant les propriétaires de foncier agricole ;
- M. Olivier RUSSEL, représentant l'INAO ;
- M. Christian SCHOETTL, maire de Janvry, représentant les maires.

2) Invités à titre d'expert

- Mme Sandrine TERRISSE, de la chambre interdépartementale d'agriculture d'Île-de-France Ouest ;
- Mme Valérie BRILLAUD et Mme Anne-Laure CARAT, de la direction départementale des territoires lors de la présentation du PLU de la commune de Boigneville ;
- Mme Clotilde DUGAUGUEZ, de la direction départementale des territoires de l'Essonne, lors de la présentation du PLU de la commune de Dannemois ;
- Mme Estelle KUHN, de la direction départementale des territoires de l'Essonne, lors de la présentation du PLU de la commune de Châtignonville ;
- M. Henri VACHER et Mme Marie CHAUVOT, de la direction départementale des territoires de l'Essonne.

3) Quorum et ordre du jour

M. Yves RAUCH constate que le quorum du nombre de votants est atteint et ouvre la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

Ordre du jour :

a) Compte rendu et fonctionnement de la commission : le compte rendu de la séance du 27 avril 2017 est validé ; en questions diverses, le passage ou le non passage du dossier de modification n°3 du PLU du Plessis-Pâté est soumis à l'ordre du jour. Ce dossier concerne une zone AU déjà inscrite au sein du PLU approuvé par délibération du conseil municipal du 17 décembre 2012. Ce PLU a fait l'objet d'un avis favorable de la Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles (antérieure à la CDPENAF) le 5 juillet 2012. Ce type de dossier peut être examiné par la CDPENAF mais ne constitue pas un cas de saisine obligatoire de la CDPENAF (art. L.112-1-1 du Code rural et de la pêche maritime). À l'unanimité, ce dossier fera l'objet d'un courrier de réponse et non d'un passage en séance de CDPENAF 91 ;

b) Étude du PLU de la commune de Dannemois ;

c) Étude du PLU de la commune de Boigneville ; M. Jean-Jacques BOUSSAINGAULT présente le dossier puis quitte la séance et ne prend part ni à la délibération, ni au vote ;

d) Étude du PLU de la commune de Châtignonville ;

e) Étude d'une autorisation d'urbanisme sur la commune de Moigny-sur-École ;

f) Présentation du bilan n°2 de la CDPENAF sur la période d'avril 2016 à mars 2017.

4) Ont présenté leur projet devant la commission :

- PLU de Dannemois : M. Jean-Luc QUEVERS, 2ème Adjoint au Maire, représentant la mairie de Dannemois, et M. Guillaume GRAVELEAU, du bureau d'études CDHU ;
- PLU de Boigneville : M. Jean-Jacques BOUSSAINGAULT (Maire), représentant la mairie de Boigneville et Mme Caroline HETTE, du cabinet d'études VIDAL CONSULTANT ;
- PLU de Châtignonville : M. Gilles Peltier, Adjoint au Maire, représentant la mairie de Châtignonville et M. Jean-Louis GUILLEMINOT, du cabinet d'études EN PERSPECTIVE.

À Évry, le 15 JUIN 2017
Le président de la CDPENAF,

Yves RAUCH

Ce document est publié sur le site des services de l'État en Essonne :
<http://www.essonne.gouv.fr/Politiques-publiques/Agriculture-foret-et-developpement-rural/Agriculture-Foncier-Consommation-d-espace-agricole-forestier-ou-naturel/CDPENAF-de-l-Essonne>



PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

SERVICE ÉCONOMIE AGRICOLE
Bureau du foncier agricole

Affaire suivie par :
Marie Chauvot
Tél. : 01.60.76.32.40
Fax. : 01.60.76.33.81
Mél : ddt-sea@essonne.gouv.fr

Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers

Séance du 8 juin 2017

Avis sur le PLU de la commune de Boigneville

La commune de Boigneville présente devant la CDPENAF, pour avis, le projet de PLU arrêté par délibération du conseil municipal le 5 mai 2017.

À l'unanimité, la CDPENAF émet les avis suivants :

La commission note l'absence de consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

1) Avis sur le PLU au regard de la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers (L.153-16 du code de l'urbanisme)

La CDPENAF émet un **avis favorable**, sur le projet de PLU présenté, **avec les réserves suivantes** :

La commission recommande d'associer un paragraphe explicatif au plan d'identification des chemins ruraux et des circulations d'engins agricoles et forestiers, qui identifie les points noirs ou les difficultés de circulation rencontrées, afin de s'assurer de leur prise en compte lors de futurs aménagements mobiliers et immobiliers.

La commission recommande de prendre en compte autant que possible l'évolution future de l'agriculture en conservant des possibilités de développement pour le site d'expérimentation d'Arvalis et pour les exploitations agricoles. La commission souhaite que le PLU assure au mieux la préservation des paysages et la pérennité de l'agriculture, en permettant à des jeunes agriculteurs ou à des projets futurs de s'installer sur le territoire communal.

La commission recommande de préférer le classement Ap au classement en zone naturelle pour les parcelles déclarées au titre de la Politique Agricole Commune, en particulier sur le secteur de la clairière de Touvaux.

La commission s'interroge sur les justifications apportées à la levée de l'Espace Boisé Classé (EBC) d'une superficie de 24,8 ha située dans un massif de plus de 100 ha et au sein d'une continuité écologique d'importance régionale. La commission rappelle que le classement en EBC n'empêche pas la pratique d'interventions visant à la gestion des milieux ouverts. En particulier, la coupe des résineux présents sur les « pelouses sèches » pour conserver les espèces de la strate herbacée associées à ce milieu d'intérêt, est compatible avec le classement EBC dans le cas où les souches sont laissées sur le site. Si le choix est fait de procéder au dessouchage, il conviendrait de réfléchir à l'utilisation de moyens techniques de dessouchage n'impactant pas le milieu à préserver.

2) Avis sur le règlement encadrant les possibilités d'extension et d'annexe des habitations en zones A et N, hors Secteurs de Taille Et de Capacité d'Accueil Limitées
(L.151-12 du code de l'urbanisme)

L'avis est favorable.

3) Avis sur les Secteurs de Taille Et de Capacité d'Accueil Limitées
(L.151-13 du code de l'urbanisme)

L'avis est favorable sur les STECAL Nh, Nj et Aa identifiés sur le plan de zonage du PLU.

4) Avis sur les bâtiments repérés au PLU comme pouvant changer de destination
(L.151-11 du code de l'urbanisme)

Sans objet.

Observation sur le déroulé de la séance : M. Jean-Jacques BOUSSAINGAULT présente le dossier puis quitte la séance et ne prend part ni à la délibération, ni au vote.

À Évry, le 27 JUIN 2017
Le président de la CDPENAF,

Yves RAUCH

Cet avis de la CDPENAF est publié sur le site des services de l'État en Essonne :
<http://www.essonne.gouv.fr/Politiques-publiques/Agriculture-foret-et-developpement-rural/Agriculture/Foncier-Consommation-d-espace-agricole-forestier-ou-naturel/CDPENAF-de-l-Essonne>